

Europe

CRISE DE L'EURO, CRISE DE L'EUROPE ?

Jérôme Cahuzac, Jérôme Fourquet, Joachim Poß

21/06/2011

Dans un contexte marqué par la crise, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich Ebert, en examinant les réponses économiques susceptibles d'y être apportées et les propositions politiques de part et d'autre du Rhin, font émerger des pistes de réflexion et initient un débat nécessaire.

Cet essai rassemble les interventions de Jérôme Fourquet, Jérôme Cahuzac et Joachim Poß lors d'un séminaire organisé conjointement par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich Ebert sur le thème « Crise de l'euro, crise de l'Europe ? Regards franco-allemands » le 2 février 2011. Il s'agissait d'examiner à la fois les réponses économiques susceptibles d'être apportées à la crise et les propositions politiques socialistes de part et d'autre du Rhin.

Les répercussions de la crise financière, qui a touché de plein fouet certains pays de la zone euro, ne cessent de se faire sentir en Grèce, premier pays à avoir bénéficié d'aides de l'Union européenne pour le rétablissement de sa solvabilité. Ces répercussions ont d'abord été sociales, notamment avec les contraintes salariales ressenties durement par les fonctionnaires, puis se sont vite traduites en termes politiques. Aujourd'hui, la stabilité du gouvernement grec se joue dans sa capacité à gérer ces ricochets de la crise en limitant la casse économique et sociale pour la population. Entre les plans d'austérité drastiques qui conditionnent l'octroi de nouveaux prêts et la dégradation de la note de la dette grecque par les agences de notation, les Grecs ont des raisons d'être pessimistes sur l'avenir financier de leur pays : dans ces circonstances, l'Europe n'a-t-elle pas une formidable carte à jouer ? La crise de l'euro ne permettrait-elle pas paradoxalement de donner une issue à la crise de l'Europe, que le traité de Lisbonne ne paraît pas avoir permis de surmonter ?

Si la mise en place prochaine d'un mécanisme permanent de solidarité dans la zone euro semble être une avancée non négligeable dans l'apurement collectif des effets de la crise, les sommes mises en jeu autant que les réticences des Etats à accorder ces aides conduisent à relativiser les espoirs dans l'amélioration future de la gouvernance économique européenne. Un peu partout en Europe s'élèvent des discours allant jusqu'à remettre en cause l'appartenance à la zone euro, accusée d'avoir été impuissante face aux perturbations économiques. Mais si la solution consistait précisément en plus d'Europe, en un approfondissement des mécanismes de solidarité et en l'élaboration de politiques coordonnées capables de pallier les défaillances de marchés ?

Jérôme Fourquet (directeur adjoint du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop) se livre ici à l'analyse d'une enquête exclusive réalisée par l'Ifop pour les deux Fondations Jean-Jaurès et Friedrich Ebert. Cette enquête se penchait sur les opinions des Français et des Allemands sur la crise et l'Europe et montrait ainsi des convergences réelles dans l'inquiétude face à la crise de la part des deux populations, mais également de sensibles divergences quant aux mécanismes de solidarité entre les membres de l'Union ou du rôle attendu des institutions telles que la Commission européenne ou la Banque centrale européenne. L'analyse se présente comme un préalable aux réflexions politiques qui la suivent et lui répondent.

Jérôme Cahuzac (président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale) revient sur l'origine de la crise de l'euro et son caractère symptomatique de la défaillance des marchés : en effet, si certains pays de la zone euro peuvent être accusés de n'avoir pas respecté les critères de Maastricht visant à garantir des finances publiques saines et un déficit soutenable, on ne saurait limiter à cette seule explication les causes de la crise connue au sein de la zone. Devant la preuve des limites du marché, il s'agit donc à présent de réfléchir à la mise en place d'une nouvelle gouvernance solidaire de la zone euro, qui ne soit pas une substitution du rigorisme aveugle des Etats à la myopie des marchés. Jérôme Cahuzac donne ici des clés d'analyse et des propositions concrètes dans la perspective de cette nouvelle dynamique institutionnelle.

Joachim Poß (vice-président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag chargé des finances et du budget) s'interroge quant à lui sur les caractéristiques réelles de la crise que traverse l'euro et sur sa nouveauté. Il porte un regard critique sur les solutions politiques encore trop disparates apportées par les Etats. Son appartenance au SPD lui permet en outre de revenir sur la spécificité réelle ou supposée du regard allemand sur la crise et de questionner la possibilité d'une position social-démocrate franco-allemande commune, tant face aux diagnostics qu'en termes de solutions concrètes à apporter à la crise de l'euro.

Les trois exposés permettent ainsi d'interroger les différentes facettes de la crise de l'euro : ses origines et causes, mais aussi ses prolongements économiques et politiques et les réponses auxquelles elle a donné lieu aux différents niveaux institutionnels. La perspective franco-allemande permet d'éclairer les contrastes dans les réactions des opinions publiques et des décideurs des deux côtés du Rhin, et de dessiner les contours de diagnostics et de solutions partagés par la famille sociale-démocrate. En présentant les conditions d'un rapprochement des analyses, l'essai porte ainsi l'espoir de voir le couple franco-allemand redevenir un moteur imaginatif dans la conception de solutions européennes innovantes face aux situations potentielles de crise en Europe.